

La Tour de Chez nous.

24 septembre 2009

FORÊT

NOUVEAU RÉGIME FORESTIER

AbitibiBowater se fait sermonner

PIERRE-YVON BÉGIN

QUÉBEC — Avec ses 7500 employés, la plus grosse entreprise forestière du Québec préfère le *status quo* à un nouveau régime forestier. C'est par un « désolant » bien senti que la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau, a exprimé sa grande déception envers la forestière AbitibiBowater. Quelques heures plus tard, l'entreprise annonçait la mise à pied de 620 salariés avec la fermeture de son usine de Beauport près de Québec, et l'arrêt de l'une des deux machines à papier de l'usine de Clermont dans Charlevoix.

« Mais la responsabilité d'AbitibiBowater pour assurer la compétitivité ou sa compétitivité, quelle est-elle? » a demandé la ministre, visiblement irritée. Celle-ci a fait valoir que, à l'exception de cette forestière, tous les acteurs de la forêt sont séduits par les éléments du futur régime forestier. Le modèle actuel ayant atteint sa fin de vie utile, elle aurait souhaité « plus d'ouverture » de la part d'AbitibiBowater.

« Il y a une frustration actuellement

chez la population de sermonner Nathalie Normandeau, qui fait en sorte que... une espèce de lassitude [s'installe dans la population], on est un peu fatigué d'être confronté à des modèles où les coupables sont toujours ailleurs, où les coupables sont toujours les autres. »

Porte-parole de l'opposition en matière de forêt et député de Roberval, Denis Trotter a pour sa part souligné l'inquiétude des gens en région. La veille, il avait pris part à la manifestation qui a réuni plus de 5000 personnes à Dolbeau-Mistassini. L'arrivée d'Internet ne date pas d'hier, a-t-il rappelé, se demandant pourquoi l'entreprise n'avait pas prévu le coup.

Premier vice-président de l'entreprise, Yves Laflamme a d'abord refusé de discuter du plan de réorganisation d'AbitibiBowater. Il a répliqué que deux millions de tonnes de papier ne se consomment plus, rejetant une partie du blâme sur les campagnes de conservation. Au cours d'un récent arrêt dans une halte routière, a-t-il déclaré, il a noté que les voyageurs étaient invités à utiliser le séchoir à mains plutôt que le papier. En l'espace de deux mois, dit-il, les ventes de papier journal ont chuté de 30 %. Il

presse Québec d'adopter un régime forestier qui permettra de réduire les coûts de la fibre, écorchant au passage la forêt privée.

« La forêt privée comme la forêt publique, affirme-t-il, devrait être compétitive. Si tu paies tant du mètre cube pour la forêt publique, tu devrais payer le même prix pour la forêt privée. »

Fédéral

Chef de l'opposition officielle, Pauline Marois a dénoncé la passivité du gouvernement fédéral, disant que 60 000 emplois ont été perdus au Québec depuis le début de la crise forestière. Elle a fait valoir qu'Ottawa a versé près de sept milliards de dollars à l'Ontario pour soutenir l'industrie automobile, comparativement à un maigre 200 M\$ pour l'industrie forestière au Québec.

En conférence de presse vendredi dernier, le gouvernement Charost a cru bon de reprendre le même discours. Sam Hamad, Nathalie Normandeau, Clément Gignac, respectivement ministres du Travail, des Ressources naturelles et de la Faune, et du Développement économique, de l'Innovation et de l'Exportation,



PHOTO : PIERRE-YVON BÉGIN/TCN

Premier vice-président d'AbitibiBowater, Yves Laflamme a encaissé les remontrances de la ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Nathalie Normandeau.

tation, ont tenu une conférence de presse pour réclamer un soutien accru d'Ottawa.

« Au niveau des efforts financiers, a déclaré Clément Gignac, on s'attend qu'ils fassent davantage que ce qu'on a vu à date, parce que ça a été un peu décevant, ce qu'on a vu. Il y a eu des efforts, mais je pense qu'ils sont capables de faire beaucoup plus, si on regarde proportionnellement ce qu'ils ont pu remettre au niveau de l'automobile en Ontario. Donc, on s'attend à plus. »